

**PROGRAMMES EUROPEENS 2014-2020
COMITE DE SUIVI FEADER
Réunion du 22 Novembre 2016
à Besançon**

Compte-rendu

Le comité de suivi spécifique au FEADER 2014-2020 en Franche-Comté s'est réuni le 22 novembre 2016 à Besançon, à la City, sous la coprésidence de Monsieur Patrick AYACHE, Vice-Président du Conseil régional de Bourgogne- Franche-Comté en charge des fonds européens et contrat de plan, du tourisme, du rayonnement international et export, représentant Madame la Présidente et de Madame Huguette TIEN-AUBERT, représentant la DRAAF Bourgogne-Franche-Comté.

Participaient à cette réunion :

- Madame Sophie FONQUERNIE et Patrick AYACHE, Vice-Présidents du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté, Monsieur Olivier RITZ Directeur Général Adjoint, Madame Anne-Marie OLEKSY Directrice Europe et rayonnement international, Aline HUMBERT, Isabelle JANNOT, Sophie VALDENNAIRE-RATTO, Nadia MAGONI, Anne-Laure FAVEREAUX, Delphine SERRA, Julia AGERBERG, Servane CHAN, Nathalie LAFARGE, Jean-François ISLASSE, Jean BLANCHET, Fabien METERY, Cédric SIRIN, Rokaya TOUBALE
- Madame Sylvie BEAULIEU, Conseillère régionale Bourgogne-Franche-Comté
- Madame Alexandra CATALAO représentant la Commission européenne – Direction générale de l'Agriculture et du Développement Rural
- Madame Stéphanie MANGIN, Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
- Monsieur Michel RENEVIER et Madame Valérie VIVOT, Chambre régionale d'agriculture Bourgogne-Franche-Comté
- Madame Béatrix LOIZON et Madame Aurore ABIBON, Conseil départemental du Doubs
- Monsieur Jean-Paul GRANGER, Conseil départemental du Territoire de Belfort
- Monsieur Philippe ALBERT et Monsieur Laurent CHABAUD, Conseil départemental du Jura
- Madame Denise MAGNIN, Conseil départemental de Haute-Saône
- Madame Marie MICHELIN, Direction départementale des Territoires du Doubs
- Madame Marie FRAY, Direction Départementale des Territoires du Jura
- Monsieur Charles PIQUARD, Monsieur Arnaud MARTEY et Madame Stéphanie MOUILLET, GAL du PETR du Doubs central
- Madame Agathe DESFORET, GAL du Parc Naturel Régional du Haut-Jura
- Monsieur Michel TOURNIER, Madame Claire RUHLMANN Claire et Madame Marion DESMARET, GAL du Pays des 7 Rivières
- Madame Céline DROUAULT, GAL du Pays du Revermont
- Monsieur Alain MONIER et Monsieur Rémi MARTIN, GAL du Pays Loue-Lison
- Madame Laetitia GEORGES, GAL du Pays de Vesoul-Val de Saône
- Madame Aurore PERREAU, GAL du Pays des Vosges Comtoises
- Monsieur Christophe EGGENSHWILLER, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Monsieur Guerric LALIRE, Madame Martine CHEVASSUT, et Monsieur Martial PIQUARD, Agence de Services et de Paiement (ASP)
- Madame Caroline GUTHMANN, Secrétariat Général aux Affaires Régionales de Bourgogne Franche-Comté

- Madame Huguette TIEN-AUBERT, Madame Nadège PALANDRI, Madame Clélia GRANOZIO, Madame Catherine MERCIER et Madame Christine BOITEUX, Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bourgogne Franche-Comté (DRAAF)
- Monsieur Alex SONTAG, FRSEA Bourgogne-Franche-Comté
- Monsieur Johan JAVAUX, Jeunes agriculteurs de Bourgogne-Franche-Comté
- Monsieur Damien VIVOT et Monsieur Laurent PETIT, Pro-Forêt
- Monsieur Bernard DESTRIEUX, Conservatoire d'Espaces Naturels Franche-Comté

Étaient excusé(e)s :

- Madame Sylvie VERMEILLET, Conseillère départementale du Jura
- DDT du Territoire de Belfort

Monsieur AYACHE ouvre la séance et accueille Madame CATALAO, correspondante, pour la Franche-Comté, de la Direction Générale Agriculture et Développement Rural à la Commission européenne et Madame MANGIN du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF). Il regrette que par manque d'anticipation des retards dans les dispositifs informatiques retardent les paiements. Madame THIEN-AUBERT lui indique que la DRAAF a conscience des difficultés au niveau de certains dispositifs : un bilan est en cours pour anticiper les évolutions prévisibles en 2017 et les pistes d'amélioration.

Madame CATALAO exprime son plaisir de venir en Franche-Comté pour des discussions constructives et l'examen des points de blocage.

1 - Approbation du compte rendu du Comité du 23 mai dernier

Le compte-rendu est approuvé.

2 - Avancement du Programme de Développement Rural Régional (PDRR) Franche-Comté

Monsieur BLANCHET présente l'avancement du FEADER 2014-2020 en engagement et en paiement, la gestion opérationnelle dont notamment l'instrumentation OSIRIS, les appels à projet 2016 publiés sur le site europe-en-franche-comte, l'avancement des sélections et des informations sur les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO), le conventionnement LEADER et le réseau rural régional (RRR).

Monsieur SONTAG évoque les délais de paiement. L'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel 2015, des avances sur les dossiers PAC 2016 et des paiements partiels sur les bâtiments d'élevage viennent d'être versés, mais il y a beaucoup de dossiers en attente et les agriculteurs voudraient savoir à quel moment ils seront payés. La situation est compliquée notamment pour ce qui concerne l'Agriculture Biologique. Madame MANGIN rappelle que des dispositifs ont été mis en place pour pallier en partie ces retards de paiements. Madame MICHELIN évoque les difficultés des services instructeurs, les paiements par OSIRIS étant impossibles depuis fin 2015, et récemment la suspension de toute saisie, notamment des engagements, à cause des phases de test.

Monsieur AYACHE indique que, bien que la Région soit autorité de gestion, elle n'a pas tous les leviers en matière de gestion. C'est un problème national. Les dispositifs informatiques complets n'ont pas encore été mis en place et cela empêche d'effectuer les engagements et les paiements. Il indique être intervenu à deux reprises en tant que membre du Comité Etat-Régions. Au cours du deuxième Comité un progrès a pu être souligné, avec notamment le recrutement de 60 agents par l'ASP (Agence de services et de paiement), mais la situation n'est pas encore satisfaisante. Demain les Régions de France vont publier un communiqué. L'ASP commence à redresser la situation mais a des difficultés à rattraper le retard. La Région fait, en relation avec l'Etat, ce qu'il faut pour que les choses avancent.

Madame THIEN-AUBERT entend les difficultés au quotidien des services instructeurs, les échéanciers décalés, les tensions avec les bénéficiaires. Du travail a été fait mais il en reste à faire. Il faut regrouper les énergies. Elle veut donner un message de cohésion et de solidarité.

Monsieur LALIRE indique que, par comparaison avec la période précédente, on ne constate pas de très grands écarts de délai d'engagement. Il souligne le nombre d'outils à développer, notamment 900 outils pour LEADER, des demandes spécifiques, des particularités qui s'additionnent, une complexité qui se surajoute. En ce qui concerne les paiements il rappelle que des dispositifs d'apports de trésorerie remboursable (ATR) ont été mis en place. Le calendrier qui avait été indiqué n'a pas été décalé de façon

importante. Il y a bien sûr des difficultés sur des dossiers particuliers. Il y a un défaut de communication sur les perspectives de paiement. Il espère que le Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt essaiera de reporter les délais d'engagement de ses crédits. Il souligne que toutes les équipes sont très sollicitées.

Monsieur RENEVIER observe que ces difficultés arrivent à un mauvais moment, dans une conjoncture économique et climatique tendue. L'Etat a mis en place des avances à 90% en octobre (au lieu de 50%) mais le solde 2015 et les avances 2016 sont attendus. Il évoque les problèmes de maquette pour l'Agriculture Biologique. Il demande à la représentante de la Commission européenne si les difficultés sont spécifiquement françaises. Madame CATALAO lui répond que ces questions de gestion ne relèvent pas des compétences de la Commission européenne et qu'il s'agit d'un problème national, mais que celle-ci est au courant depuis le début. Cela avait été évoqué lors du Comité de suivi de mai dernier et elle observe que les difficultés sont toujours les mêmes. L'objectif est de payer les agriculteurs, les avances ne sont pas une vraie solution. Le système apparaît bloqué et les solutions à trouver relèvent des autorités françaises. Ces problèmes français n'apparaissent pas dans d'autres pays, mais d'autres pays ont d'autres difficultés. Il faut souligner que la France est le seul pays à mettre en place une régionalisation des PDR au cours de ce programme. Elle a dû créer beaucoup en même temps, c'est une question de planification. Il est important de régler les problèmes le plus rapidement possible. Les services de la Commission européenne sont disponibles pour aider les autorités nationales.

Madame FONQUERNIE tient à une Europe forte et présente auprès des acteurs. Elle entre beaucoup dans le quotidien des citoyens. Elle observe que l'ASP est mobilisée par les mesures « surface », par des difficultés informatiques, les avances de trésorerie, la complexité du système. Le programme est une construction réalisée dans le cadre d'une démarche de démocratie participative débouchant sur des mesures complexes. Il faut faire un effort de simplification : une mesure pour un objectif avec un indicateur. Il ne faut pas rajouter trop de critères. Demain se tiendra le Comité Etat-Régions. La gestion du FEADER est un exercice lourd avec des moyens qui ne sont pas totalement entre les mains de la Région.

Monsieur MOUILLEY demande quand les Documents de Mise en Œuvre (DDMO) seront prêts pour LEADER et s'inquiète des moyens disponibles dans le service de la Région qui sera chargé de l'instruction des dossiers. Monsieur AYACHE indique que des cadres de DDMO et de documents pour LEADER sont élaborés au niveau national. Ce qui bloque pour l'instant c'est la mise à disposition des modèles nationaux de formulaires qui sont promis pour novembre. Madame VALDENNAIRE-RATTO explique que son équipe est actuellement mobilisée par les conventionnements avec les GAL. En ce qui concerne le PDRR Bourgogne il y a 200 dossiers en stock et le temps d'instruction est évalué à 3 jours par dossier. L'équipe se prépare mais les dossiers passent déjà en instruction au niveau des GAL et des formations sont prévues pour leurs gestionnaires afin que les dossiers qui parviendront à la Région soient les plus complets possibles. Il est donc nécessaire de disposer le plus rapidement possible des formulaires.

3 - Modification du PDRR

Monsieur BLANCHET évoque les modifications proposées dans le texte du PDRR pour une nouvelle version qui entrerait en application début 2017.

Madame DROUAULT note les éclaircissements en ce qui concerne l'éligibilité des frais de fonctionnement et d'animation des GAL et les limitations concernant l'auto-construction. Madame LOIZON note que les Sociétés Coopératives Agricoles de Fromagerie (SCAF) ne seront plus éligibles qu'au Soutien des investissements des industries agroalimentaires (type d'opération 4.2A) et prend acte des modifications relatives aux Unités de méthanisation rurale.

Monsieur SONTAG indique que c'est un bon point d'avoir supprimé l'obligation de fournir un diagnostic dans les demandes relatives au type d'opération 2.1A (Aide à l'obtention de services de conseil).

Le Comité donne un avis favorable sur les modifications du PDRR proposées.

4 - Avis du Comité sur des grilles de sélection

Monsieur BLANCHET présente des modifications de plusieurs grilles de sélection.

En réponse à une question de Madame LOIZON sur la baisse de 1 à 0 de la note la plus basse pour deux des 3 modalités de la grille du type d'opération 6.4B (Unités de méthanisation rurale), Madame CATALAO répond que la plus basse note doit être à 0 car les niveaux les plus bas de ces modalités n'apportent pas de valeur ajoutée en terme de qualité des projets..

Le Comité donne un avis favorable sur les modifications qui lui ont été proposées pour les grilles de sélection suivantes :

- **2.1A Aide à l'obtention de services de conseil**
- **3.1A Aide à la certification biologique**

- **7.6E Animation de projets environnementaux de territoires : grilles relatives aux projets d'animation de PAEC et aux projets d'animation destinés à favoriser les conversions en agriculture biologique**
- **6.4B Unités de méthanisation rurale**
- **8.6A Amélioration de la valeur économique des peuplements forestiers**
- **16.2A projets pilotes et mise au point de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies dans le secteur agricole**

Les grilles modifiées sont jointes en annexes du compte-rendu.

5 - Règles transversales

Monsieur BLANCHET présente trois nouvelles règles transversales et des propositions de dérogations à la troisième règle relative à l'éligibilité des opérations en fonction de leur localisation.

Le Comité donne un avis favorable aux règles transversales suivantes :

- **La détermination des Organismes Qualifiés de Droit Public**
- **Le calcul et la justification des dépenses de personnel**
- **L'éligibilité des opérations en fonction de la localisation.**

Dans le cadre de la règle sur l'éligibilité des opérations en fonction de la localisation, le Comité valide les dérogations suivantes au titre de l'art 70 paragraphe 2 du règlement 1303 :

Pour les types d'opérations :

- o **4.1A - Aides à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage**
- o **4.1B - Aides aux investissements en faveur de la performance énergétique des exploitations agricoles**
- o **4.1D - Aides aux investissements en faveur de la mise en place de productions agricoles peu présentes**
- o **4.1E - Aides à la réalisation d'aires de lavage et de remplissage des pulvérisateurs (Usage agricole. Porteurs agricoles)**
- o **4.2B - Aides aux investissements en faveur de la transformation et commercialisation des produits agricoles**
- o **6.4A - Aides aux investissements en faveur de la création d'hébergements touristiques**
- o **6.4C - Aides aux investissements dans des activités non agricoles**

la dérogation, sur la durée totale du programme, au critère de localisation au lieu de l'investissement, pour ce qui concerne les investissements réalisés hors zone du PDRR par des agriculteurs qui sont éligibles aux 7 types d'opérations précitées. Les aides correspondantes seront comptabilisées dans le quota des 5% du soutien accordé par le FEADER à des opérations hors zone de programmation.

Pour le type d'opération 7.1B Etablissement et mise à jour des plans de gestion liés aux sites NATURA 2000, la dérogation, sur la durée totale du programme, au critère de localisation au siège du porteur de projet en ce qui concerne l'élaboration et la révision des plans de gestion NATURA 2000 des 12 sites suivants par les 2 opérateurs cités ci-dessous :

numéro européen	nom	structure opératrice
FR-3012010	MOYENNE VALLEE DU DOUBS	EPTB Saône et Doubs
FR-3012011	MOYENNE VALLEE DU DOUBS	EPTB Saône et Doubs
FR-3012012	BASSE VALLEE DU DOUBS	EPTB Saône et Doubs
FR-3012013	BASSE VALLEE DU DOUBS	EPTB Saône et Doubs
FR-3012014	VALLEE DE LA LANTERNE	EPTB Saône et Doubs
FR-3012015	VALLEE DE LA LANTERNE	EPTB Saône et Doubs
FR-3012016	VALLEE DE LA SAONE	EPTB Saône et Doubs
FR-3012017	VALLEE DE LA SAONE	EPTB Saône et Doubs
FR-3012018	FORÊTS, LANDES ET MARAIS DES BALLONS D'ALSACE ET DE SERVANCE	PNR des Ballons des Vosges
FR-3012019	RÉSERVE NATURELLE DES BALLONS COMTOIS EN FRANCHE-COMTÉ	PNR des Ballons des Vosges
FR-3012020	PLATEAUX DES MILLE ETANGS	PNR des Ballons des Vosges
FR-3012021	PLATEAUX DES MILLE ETANGS	PNR des Ballons des Vosges

Les aides correspondantes seront comptabilisées dans le quota des 5% du soutien accordé par le FEADER à des opérations hors zone de programmation.

6 - Débat sur la révision à mi parcours du PDR

Monsieur RENEVIER demande si une convergence entre les PDRR Bourgogne et Franche-Comté est envisagée dans le cadre de la révision à mi-parcours, et les conséquences en matière budgétaire et programmation. Madame CATALAO indique que si cela est envisagé il s'agira d'une décision politique relevant de la Région. La difficulté est que dans un premier temps la France a divisé le programme par Région, avec une analyse AFOM et une stratégie propre à chaque Région, puis il y a eu des fusions de Régions. Elle signale qu'une évolution de la réglementation européenne permet de faire plus de modifications, ce qui permet plus de flexibilité et d'adaptation.

Madame FONQUERNIE indique qu'une analyse a été faite par la Région axe par axe, mesure par mesure. Une telle convergence nécessiterait une modification en profondeur, une révision des cofinancements, avec le risque de nouvelles difficultés de mise en œuvre. Une convergence aurait pu être envisagée pour l'installation des Jeunes agriculteurs (sous-mesure 6.1) mais les professionnels ne le souhaitent pas, car ils estiment que chacun des deux PDR est adapté à la situation de chacune des anciennes Régions. Il y a convergence sur quelques détails (par exemple la règle de distance pour les hors cadre familiaux) et le transfert des prêts bonifiés vers la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) sera étudié dans un cadre commun aux 2 PDRR. La Région fait actuellement un exercice de convergence de ses propres politiques entre Bourgogne et Franche-Comté dans le cadre de PDRR différents.

Monsieur CHAMBAUD observe que certaines dispositifs ne sont pas encore activés, par exemple la Formation professionnelle (type d'opération 1.1A). Madame LOIZON indique qu'une réunion technique s'est tenue sur les Investissements connexes aux aménagements fonciers (type d'opération 4.3D) et qu'il faut maintenant fixer une date d'appel à projet. En ce qui concerne le Soutien aux équipements d'exploitation forestière (type d'opération 8.6B) et les Aides aux investissements en faveur d'alternative pour la réduction des intrants (type d'opération 4.1C) des propositions d'évolution ont été faites par les professionnels et il faut maintenir un rythme de 2 appels à projet par an et par dispositif. Madame PETIT ajoute que les crédits pour le Soutien aux équipements d'exploitation forestière sont peu utilisés car la Région n'intervenait pas sur ce dispositif avant 2016. C'est donc une intervention nouvelle mais il faut revoir la fiche, notamment les plafonds qui sont dépassés par rapport à la réalité car le type de matériel évolue.

7 - Débat sur le taux fixe dans le cadre de LEADER

Monsieur MARTIN évoque la question du taux fixe par rapport au taux maximum. Il indique que trois Régions seulement en France appliqueraient le taux fixe. On ne sait pas si les aides nationales seront suffisantes pour tenir des taux fixes dans le cadre des dossiers LEADER. Il rappelle que le règlement 1303/2013 prévoit que les Groupes d'Action Locale (GAL) déterminent les montants d'aide. Monsieur AYACHE répond que la Commission européenne a indiqué par courrier pourquoi il fallait raisonner en taux fixe. Monsieur MARTHEY rappelle que le MAAF a été interrogé et a répondu que la Commission européenne justifiait l'application de taux fixes. Tout en regrettant qu'on n'ait pu mettre en place un autre système il propose de mettre fin à ce débat même si cela induit des contraintes et est difficile à assumer.

Madame CATALAO indique qu'en ce qui concerne les taux d'aide à établir par les GAL lors de la sélection, la question est de savoir si les GAL peuvent établir un taux différent pour chaque projet lors de la procédure de sélection. La Commission européenne n'a pas

donné de réponse officielle mais a analysé avec les juristes. L'article 34 du règlement 1303/2013 et le règlement 1305/2013 conduisent à répondre par la négative. En effet la sélection des dossiers par les GAL, comme par l'Autorité de Gestion, doit être transparente, non discriminatoire et équitable. Cela ne nuit pas à l'approche « bottom up » des GAL puisque celui-ci établit ses critères, la notation, la sélection. On ne touche donc pas à la démarche. Dans le passé des audits ont montré des problèmes de sélection et de conflits d'intérêts dans certains GAL. Il apparaît évident qu'une démarche transparente, non discriminatoire et équitable nécessite au niveau du demandeur une visibilité sur le taux de soutien qu'il peut obtenir, notamment il faut éviter l'octroi des aides publiques en fonction du demandeur et non du projet. La possibilité est ouverte de moduler le taux par typologie de projet. Tous ces arguments ont été envoyés par mail au MAAF et pas spécifiquement à certaines Régions. Il y a une erreur d'interprétation sur le stade auquel le taux fixe est décidé. La Commission européenne n'a jamais dit que c'était au stade de conventionnement entre l'Autorité de gestion et le GAL ni dans les fiches-action. C'est seulement au stade de l'appel à projets qu'il doit être publié. Cela a été dit deux fois à LEADER France. La Commission a été surprise que cette question ait été récemment soulevée à nouveau par des GAL de Bourgogne et de Bretagne. De nouveau les juristes ont été consultés. Ils ont fait la même réponse qui a été envoyée au MAAF. Le MAAF a prévu de rajouter ce sujet à l'ordre du jour d'une réunion à Paris avec les DOM et la Commission. La Commission européenne est toujours ouverte au débat. Vu la lettre de Bretagne il y a d'autres sujets notamment sur les aides d'Etat. Chaque GAL est responsable dans son travail de sélection, ce ne sera ni l'Autorité de gestion ni la Commission. Chacun doit prendre ses responsabilités.

Monsieur AYACHE confirme la responsabilité de chaque GAL et que le taux fixe est la règle à suivre, des modulations étant envisageables selon le type d'action. L'interprétation en Bourgogne n'était pas la même qu'en Franche-Comté mais il est important que la Région fusionnée ait les mêmes règles sur tout son territoire, à condition que ce soient de bonnes règles bien comprises. Donc il confirme l'application de taux fixes modulables.

Madame CATALAO ajoute que la différence de perception a pu ne pas être la même entre les 2 PDRR car la Bourgogne était plus avancée que la Franche-Comté. Quand la question a été soulevée par la Franche-Comté la Bourgogne avait déjà appliqué une autre règle. Lors de l'envoi du mail à la Franche-Comté l'envoi a été fait parallèlement à la Bourgogne via sa correspondante à la Commission. C'est donc un message unique au MAAF et aux deux Autorités de gestion Bourgogne et Franche-Comté. La règle est donc bien le taux fixe modulable, comme par exemple on l'applique pour la DJA, et il n'y a pas d'autre analyse par la Commission.

Madame DROUAULT estime que plus on veut être objectif avec des critères de sélection précis moins il y a d'appréciation de l'opportunité. Le taux fixe lui apparaît plus inégalitaire car il n'y a pas de modulation au dossier. Monsieur AYACHE rappelle que, en réponse au courrier de la Présidente au MAAF, la Commission européenne a expliqué le système de fixation des taux d'aide et leur modulation. Sur la base de critères pondérés le taux doit être clair et transparent. Madame CATALAO ajoute que la Commission n'a jamais dit que les taux fixes doivent être inscrits dans les fiches-action. La base est l'article 34 du règlement 1303/2013 qui évoque des procédures de sélection transparentes et non discriminatoires. Donc chaque demandeur doit savoir quel soutien il peut obtenir, et l'appel à projets doit donc clairement mentionner le taux de base prévu et toutes ses déclinaisons. Monsieur AYACHE observe que cette règle de transparence peut conduire au rejet de dossiers si le taux d'aide publique est dépassé ou non atteint, ce qui peut poser des difficultés d'adaptation à la réalité de terrain. Mais le devoir est de protéger les GAL du risque financier et l'Autorité de Gestion veillera à l'application de la règle.

Monsieur ISLASSE demande si, au-delà du taux fixe, on pourrait majorer l'aide pour les dossiers qui ont une meilleure note. Madame CATALAO indique que cette question n'a jamais été posée. Il faut être prudent. Si c'est clair dans l'appel à projet il n'y aurait pas de problème de transparence. Mais la question qui avait été posée concernait la diversité des financeurs et non ce sujet. Est-ce que tous les problèmes seraient résolus de cette façon ? Monsieur MARTHEY observe que cela ne résout pas tous les problèmes de cofinancement. Quand le cofinancier n'intervient pas à hauteur suffisante pour arriver au taux fixe le dossier est remis en cause. Monsieur AYACHE demande si l'on pourrait fixer des taux plus bas et les remonter à la hausse selon les points attribués au dossier, si cela est inscrit dans l'appel à projet. Madame CATALAO répond que le porteur doit connaître les conditions d'aide, et qu'il veut savoir quel taux sera appliqué. Madame OLEKSY note qu'un taux précis en fonction de notes conduirait à un système lourd. Cela conditionnerait plus les montants financiers. Monsieur AYACHE propose que ce processus soit affiné d'ici demain. Une réunion des GAL aura lieu le 15 décembre. Madame CATALAO ajoute que la réunion avec le MAAF est prévue le 16 décembre.

Madame DROUAULT observe que pour un porteur de projet qui déclencherait son projet avec un minimum d'aide, le taux fixe peut conduire à ce qu'il obtienne plus que ce dont il a besoin.

8 - Débat sur la redéfinition des zones défavorisées simples

Monsieur RENEVIER évoque la prochaine redéfinition des zones défavorisées dont l'évolution en cours de programmation en 2018 va impacter la maquette. Il demande à la Région qu'elle soutienne une réduction la plus faible possible.

9 - Conclusion

Monsieur AYACHE remercie les participants ;

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

BESANCON, le

10 OCT. 2017

La Présidente
du Conseil Régional
Bourgogne-Franche-Comté

Marie-Guy DUFAY

Le Directeur Régional
de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Forêt de Bourgogne-Franche-Comté

Le Directeur Régional Adjoint
de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt

Bruno DEROUAND

COMITE DE SUIVI FEADER du 22 novembre 2016

Type d'opération 2.1A Aide à l'obtention de services de conseil

Grille de sélection modifiée validée

Critère de sélection	Modalités	Points
Ressources en matière de personnel qualifié et formé régulièrement, expérience dans l'activité de conseil, et fiabilité en ce qui concerne les domaines dans lesquels le conseil est fourni	Expérience et compétence des conseillers*	
	Le(s) conseiller(s) proposé(s) pour l'action justifie(nt) d'une expérience solide reconnue dans le domaine dans lequel le conseil est fourni	20
	Le(s) conseiller(s) proposé(s) pour l'action justifie(nt) d'une expérience moyenne dans le domaine dans lequel le conseil est fourni	10
	Le(s) conseiller(s) proposé(s) justifie(nt) d'une expérience faible dans le domaine dans lequel le conseil est fourni	0
	Formation des conseillers	
	Le(s) conseiller(s) proposé(s) pour l'action justifie(nt) d'une formation datant d'un an ou de moins d'un an dans le domaine dans lequel le conseil est fourni	20
	Le(s) conseiller(s) proposé(s) pour l'action justifie(nt) d'une formation datant de plus d'un an et moins de 3 ans dans le domaine dans lequel le conseil est fourni	10
	Le(s) conseiller(s) proposé(s) pour l'action justifie(nt) d'une formation datant de 3 ans ou plus de 3 ans dans le domaine dans lequel le conseil est fourni	0
Organisation du conseil évaluée au dépôt de la demande d'aide	Ampleur du conseil	
	Nombre prévu de personnes bénéficiant de conseil supérieur à 10	20
	Nombre de bénéficiaires prévus supérieur à 5 et égal ou inférieur à 10	10
	Nombre de bénéficiaires prévus inférieur ou égal à 5	0
	Restitution du conseil	
	Restitution écrite individualisée prévue	5
	Pas de restitution écrite individualisée prévue	0
	Suivi du conseil	
	Accompagnement et évaluation des bénéficiaires programmée à une échelle de 3 années	5
	Pas d'accompagnement au-delà de la prestation définie dans le marché	0

Cohérence et pertinence des propositions des organismes prestataires de conseil	Adaptation de l'action aux besoins	
	Le diagnostic sur lequel le projet se fonde est complet et le conseil permet de répondre aux besoins exprimés	5
	Il n'y a pas de diagnostic complet sur lequel le projet se fonde	0
	Triple performance – économique, environnementale et sociale – de l'action	
	Le contenu du projet répond à la triple performance – économique, environnementale et sociale	5
	Le contenu du projet ne répond pas à la triple performance – économique, environnementale et sociale	0
Coût et partenariat	Coût du projet	
	Coût journalier du projet inférieur au coût journalier moyen des projets reçus dans l'appel à projet	10
	Coût journalier du projet supérieur de moins de 50% au coût journalier moyen des projets reçus dans l'appel à projet	5
	Coût journalier du projet supérieur de 50% ou plus au coût journalier moyen des projets reçus dans l'appel à projet	0
	Partenariats et collaborations développés sur le projet	
	Partenariat formalisé	5
	Pas de partenariat formalisé	0

Pour la notation du critère « expérience et compétence des conseillers », seront prises en compte à la fois l'expérience hors conseil et l'expérience dans le conseil.

Sigle	Indicateur	Obtention
EC	Expérience en conseil du porteur de projet	nb d'années cumulées d'expérience de conseil des différents conseillers du porteur de projet / nb de conseillers
ET	Expérience dans la thématique du porteur de projet	nb d'années cumulées d'expérience dans la thématique des différents conseillers du porteur de projet / nb de conseillers
ECm	Expérience moyenne des porteurs de projet en conseil	(sommes des EC)/(nb de porteurs de projet)
ETm	Expérience moyenne des porteurs de projet dans la thématique	(sommes des ET)/(nb de porteurs de projet)

Grille de notation de ce critère :

	ET (expérience dans la thématique)	EC (expérience en conseil)
Expérience faible	inférieure à ETm	inférieure à ECm
Expérience moyenne	inférieure à ETm	supérieure à ECm
	supérieure à ETm	inférieure à ECm
Expérience solide	supérieure à ETm	supérieure à ECm

Les projets sont classés par ordre décroissant de notes totales et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Tout projet obtenant une note inférieure ou égale à 40 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.

En cas d'égalité de note entre deux dossiers, le dossier présentant la note totale la plus élevée au critère de sélection « Ampleur du conseil » sera prioritaire.

COMITE DE SUIVI DES FONDS EUROPEENS du 22 novembre 2016

Type opération 3.1A : Aide à la certification biologique

Grille de sélection modifiée validée

Critère de sélection	Modalité	Points
Localisation de l'exploitation	Siège de l'exploitation situé dans la zone phytosanitaire	50
	Siège de l'exploitation situé hors de la zone phytosanitaire	0
Part de la surface agricole utile * engagée en agriculture biologique	Part de la SAU certifiée en bio par rapport à la SAU totale de l'exploitation	Nombre de points = $(SAU\ BIO)/(SAU\ TOT) \times 100$

- Pour les exploitations ne possédant pas de SAU, on considère que 100% de l'exploitation est en conversion

Les projets sont classés par ordre décroissant de notes totales et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Tout projet obtenant une note inférieure ou égale à 10 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.

COMITE DE SUIVI FEADER du 22 novembre 2016

Type d'opération 6.4B – Unité de méthanisation rurale

Grille de sélection modifiée validée

Critère de sélection	Modalité	Points
Valorisation thermique : privilégie la meilleure valorisation de l'énergie thermique produite.	Production de bio-méthane injectée dans le réseau	3
	> 65%	5
	60% < Val ≤ 65%	4
	55% < Val ≤ 60%	2
	50% < Val ≤ 55%	0
Part des cultures alimentaires ou énergétiques (hors prairies permanentes et cultures intermédiaires à vocation énergétique) dans la production d'énergie totale la plus réduite possible (pouvoir méthanogène)	0 à 5%	5
	5 à 10 %	3
	10 à 15 %	0
Approvisionnement majoritaire de proximité	80% de l'approvisionnement (tonnage) à une distance ⁽¹⁾ de moins de 10km	2
	80% de l'approvisionnement (tonnage) à une distance ⁽¹⁾ comprise entre 10km et 20km	1
	Autres cas de figure	0

⁽¹⁾ Distance : la distance est mesurée, par voie terrestre, à l'aide d'un logiciel de calcul des distances, séparant l'unité de méthanisation du point d'approvisionnement le plus éloigné.

Les dossiers sont classés par ordre décroissant de note et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Si égalité de note entre deux dossiers, le dossier à retenir correspond, en premier critère, à celui ayant obtenu la meilleure note en termes de « valorisation énergétique »,

En cas de nouvelle égalité, le dossier à retenir correspond à celui ayant obtenu la meilleure note en termes de « rayon d'approvisionnement de proximité ».

Tout dossier obtenant une note inférieure à 4 sera rejeté, même si les crédits ne sont pas épuisés

.../...

Définitions et précisions sur les critères employés :

Valorisation thermique :

L'efficacité thermique sera évaluée par l'indicateur dont la formule de calcul est présentée ci-dessous..

$$\text{Taux d'énergie thermique valorisée} = \frac{\text{Energie thermique valorisée hors chauffage du digesteur, des matières entrantes et du digestat /}}{\text{Energie thermique disponible}}$$

L'énergie thermique disponible est la différence entre l'énergie thermique totale produite et l'énergie thermique pour le chauffage du digesteur.

Part des cultures alimentaires ou énergétiques :

La part des cultures alimentaires ou énergétiques (hors cultures intermédiaires à vocation énergétique) dans la production d'énergie s'évalue en pourcentage du pouvoir méthanogène, calculé sur la base de la bibliographie (valeurs et grille Ademe selon le type de matière entrant). Un échantillonnage peut être parfois réalisé afin que les analyses en laboratoires précisent le pouvoir méthanogène de certains déchets particuliers.

Approvisionnement majoritaire de proximité :

Le calcul de l'approvisionnement se fait en tonnage. L'intérêt du critère est de favoriser les projets valorisant des ressources locales.

COMITE DE SUIVI FEADER du 22 novembre 2016

Type d'opération 7.6E – Animation des projets environnementaux de territoire

Grille de sélection modifiée validée

pour les projets d'animation de PAEC

Critère de sélection	Modalités	Points
Type de PAEC	PAEC en cours de constitution, n'ayant pas encore déposé de candidature	5
	PAEC portant sur un territoire où des MAET ont été contractualisées pour le même enjeu environnemental	2
	PAEC déjà sélectionné ayant déjà donné lieu à une campagne de contractualisation MAEC	0
Estimation de contractualisation (fournie au dépôt de la demande d'aide)	Surfaces potentiellement contractualisables* / Surfaces agricoles totales du territoire du PAEC \geq 25%	5
	Surfaces potentiellement contractualisables* / Surfaces agricoles totales du territoire du PAEC $<$ 25%	0
Moyens mis en œuvre pour l'animation et la mise en œuvre du PAEC	Opérateur disposant de plus de 0,5 ETP pour l'animation et la mise en œuvre du PAEC	5
	Opérateur disposant entre 0,2 et 0,49 ETP pour l'animation et la mise en œuvre du PAEC	2
	Opérateur disposant de moins de 0,2 ETP pour l'animation et la mise en œuvre du PAEC	0
Projets intégrés mobilisant plusieurs dispositifs du PDR (hors animation et mesure surface)	Mobilisation d'au moins 1 action complémentaire	5
	Pas de mobilisation d'action complémentaire	0
Projet inscrit dans une démarche de valorisation économique	Projet comportant un partenariat avec au moins 1 opérateur économique par convention ou dans une structure collective de partenariat.	5
	Projet ne comportant pas de partenariat avec un opérateur économique	0

*Les surfaces potentiellement contractualisables prennent en compte toutes les MAEC du PAEC.

Les projets sont classés par ordre décroissant de notes totales et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Tout projet obtenant une note inférieure à 9 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.

En cas d'égalité de note entre deux dossiers, le dossier présentant la note la plus élevée au critère « Type de PAEC » sera prioritaire.

COMITE DE SUIVI FEADER du 22 novembre 2016

Type d'opération 7.6.E – Animation des projets environnementaux de territoire

Grille de sélection modifiée validée

pour les projets d'animation destinés à favoriser les conversions en agriculture biologique

Critère de sélection	Modalités	Points
Productions visées par la conversion permettant le plus fort gain environnemental (au moment de la demande)	Animation visant majoritairement la conversion d'exploitations spécialisées en grandes cultures ⁽¹⁾ , cultures pérennes ou maraîchage	3
	Animation visant majoritairement la conversion d'exploitations de polyculture-élevage ⁽²⁾	2
	Animation visant majoritairement la conversion d'exploitations spécialisées en élevage ⁽³⁾	1
	Animation visant majoritairement la conversion d'exploitations en autres productions	0
Estimation de contractualisation (fournie au dépôt de la demande d'aide)	Projet d'animation visant la conversion de plus de 1000 ha par an	4
	Projet d'animation visant la conversion d'entre 500 ha et 1000 ha par an, bornes comprises	2
	Projet d'animation visant la conversion de moins de 500 ha par an	0
Qualité de l'animation (spécialisation des animateurs)	Animation réalisée par des conseillers spécialisés à 100% sur l'agriculture biologique	6
	Animation réalisée par des conseillers mixtes (agriculture biologique – agriculture conventionnelle)	0
Animation intégrée dans une démarche structurante	Structure ayant vocation de "guichet unique" à destination des candidats à la conversion	8
	Structure animatrice ayant des conseillers spécialisés sur la valorisation économique des productions en bio et/ou sur le développement de la consommation de ces produits	4
	Structure animatrice regroupant des conseillers spécialisés uniquement en production, sur plusieurs filières de production	0
Projet inscrit dans une démarche de valorisation économique	Projet comportant un partenariat avec au moins 1 opérateur économique par convention ou dans une structure collective de partenariat	5
	Projet ne comportant pas de partenariat avec un opérateur économique	0

⁽¹⁾ Les exploitations spécialisées en grandes cultures doivent répondre aux deux critères suivants :

- la part minimale de cultures arables dans la surface agricole est fixée à 60 %
- le nombre maximum d'UGB (Unité Gros Bovin) est fixé à 30

⁽²⁾ Les exploitations de polyculture-élevage doivent répondre aux deux critères suivants :

- la part d'herbe dans la surface agricole doit être inférieure à 70%
- le nombre minimum d'UGB (Unité Gros Bovin) est fixé à 10

- ⁽³⁾ Les exploitations spécialisées en élevage doivent répondre aux deux critères suivants :
- la part minimale d'herbe dans la surface agricole est fixée à 70 %
 - le nombre minimum d'UGB (Unité Gros Bovin) est fixé à 10

Les projets sont classés par ordre décroissant de notes totales et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Tout projet obtenant une note inférieure à 8 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.

En cas d'égalité de note entre deux dossiers, le dossier présentant la note la plus élevée au critère « Productions visées par la conversion » sera prioritaire.

COMITE DE SUIVI FEADER du 22 novembre 2016

Type d'opération 7.6.E – Animation des projets environnementaux de territoire

Grille de sélection inchangée

pour les projets relatifs à la constitution de plan de protection d'aires d'alimentation de captages

Critère de sélection	Modalités	Points
Classement du captage au regard des enjeux de protection	Projet relatif à la constitution d'un plan de protection d'un captage prioritaire au titre du SDAGE	6
	Projet relatif à la constitution d'un plan de protection d'un captage non classé prioritaire au titre du SDAGE	0
Productions présentes dans l'aire d'alimentation de captages permettant le plus fort gain en matière de protection de l'eau (au moment de la demande)	Projet relatif à une aire d'alimentation de captage avec plus de 50% de la surface agricole occupée par des grandes cultures, de la viticulture ou de l'arboriculture	4
	Projet relatif à une aire d'alimentation de captage avec entre 25% et 50% de la surface agricole (bornes comprises) occupée par des grandes cultures, de la viticulture ou de l'arboriculture	2
	Projet relatif à une aire d'alimentation de captage avec moins de 25% de la surface agricole occupée par des grandes cultures, de la viticulture ou de l'arboriculture	0
Estimation de contractualisation (fournie au dépôt de la demande d'aide)	Ratio surface \geq 25% Ratio (%) entre les prévisions de surface contractualisées et la SAU totale de l'aire d'alimentation de captage	4
	$15\% \leq$ Ratio surface < 25% Ratio (%) entre les prévisions de surface contractualisées et la SAU totale de l'aire d'alimentation de captage	2
	Ratio surface < 15% Ratio (%) entre les prévisions de surface contractualisées et la SAU totale de l'aire d'alimentation de captage	0

Les projets sont classés par ordre décroissant de notes totales et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Tout projet obtenant une note inférieure à 4 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.

En cas d'égalité de note entre deux dossiers, le dossier présentant la note la plus élevée au critère « classement du captage au regard du SDAGE » sera prioritaire.

COMITE DE SUIVI FEADER du 22 novembre 2016
Type d'opération 8.6A : Amélioration de la valeur économique des peuplements forestiers

Grille de sélection modifiée validée

Critère de sélection	Modalités	Points
Type d'opération collective ou non collective	projet collectif avec plan de gestion forestière commun ou concerté approuvé ou en cours d'élaboration au moment du dépôt projet collectif porté par une structure de regroupement : OGEC, ASA, ASL, coopératives forestières, GIEEF	2
	projet collectif hors structure de regroupement projet non collectif porté par un groupement forestier ou une nouvelle commune créée à compter du 1er janvier 2016	1
	autre projet non collectif	0
Valeur économique du peuplement avant projet (structure prédominante dans le projet)	Taillis simple ou Taillis à réserves	4
	Futaie claire d'essences à objectif production de bois d'œuvre de valeur très faible ($G \leq 14$ m ² /ha avant la dernière coupe pour les résineux et 10m ² par ha pour les feuillus)	3
	Futaie claire d'essences à objectif production de bois d'œuvre de valeur faible ($14 < G \leq 16$ m ² /ha avant la dernière coupe pour les résineux et 10m ² $< G < 12$ m ² /ha pour les feuillus)	2
	Futaie claire d'essences à objectif production de bois d'œuvre de valeur élevée ($G \geq 16$ m ² /ha avant la dernière coupe pour les résineux et $G \geq 12$ m ² /ha pour les feuillus)	0
fertilité de la station prédominante (base guide simplifié du choix des essences ou catalogue de station)	Fertilité très élevée ou très bonne	5
	Fertilité élevée ou bonne	4
	Fertilité moyenne	3
	Fertilité médiocre, faible ou très faible sur + de 30% de la surface du projet	0

Les projets sont classés par ordre décroissant de notes totales et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits. Tout projet obtenant une note inférieure ou égale à 5 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.

Si égalité de note dans le choix du dernier dossier à retenir dans le cadre de l'enveloppe financière dédiée : priorité aux dossiers qui ont la meilleure note en matière de valeur économique

Si besoin, pour départager, d'un autre critère, la priorité sera donnée aux dossiers qui auront la meilleure note en matière de fertilité.

Définitions :

Taillis simple : ensemble de tiges de même âge, issues de rejets de souches et groupées en cépées sur chaque souche. La surface terrière des réserves éventuellement présentes est inférieure à 5m²/ha

Taillis à réserve : mélange (juxtaposition et superposition partielle) d'un taillis régulier et équien (de même âge) et d'arbres d'âges divers essentiellement issus de rejets de souches (réserves constituant l'étage dominant)

Surface terrière des réserves hors taillis (G): La surface terrière est la projection des surfaces des sections des arbres mesurée à 1m30 de hauteur.

Fertilité : Elle est appréciée au travers d'un diagnostic stationnel approché par une analyse du sol et de la végétation herbacée

Des outils d'aide au diagnostic sont disponibles sous la forme de guide de sylviculture par région naturelle sauf pour la chaîne du Haut Jura où une approche par station est nécessaire.

Compte tenu de la technicité nécessaire à la détermination de ce critère, il est conseillé au porteur de se rapprocher de son gestionnaire, d'un gestionnaire forestier professionnel ou de prendre conseil auprès des organismes de développement forestier pour apprécier ce critère.

COMITE DE SUIVI FEADER du 22 novembre 2016
Type d'opération 16.2.A – Projets pilotes et mise au point de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies
dans le secteur agricole

Grille de sélection modifiée validée

Critère de sélection	Modalité	Points
Intégration du projet dans les schémas stratégiques de développement agricole : Projet Régional Agriculture Durable (PRAD), Projet Agricole Régional (PAR)	Le contenu du projet répond aux attentes des thématiques définies dans l'appel à projet et rentre dans les priorités du PRAD et du PAR Franche-Comté.	20
	Le contenu du projet ne répond pas aux attentes des thématiques définies dans l'appel à projet ou ne rentre pas dans les priorités du PRAD ni du PAR Franche-Comté.	0
Qualité du projet (évaluée par un comité d'experts régional)	La qualité du projet est jugée excellente	60
	La qualité du projet est jugée très bonne	50
	La qualité du projet est jugée bonne	30
	La qualité du projet est jugée moyenne	20
	La qualité du projet est jugée insuffisante	0
Qualité de la coopération et du partenariat	Pluralité du partenariat	
	Le partenariat associe au moins un acteur public et un acteur privé	6
	Le partenariat n'associe que des acteurs publics ou que des acteurs privés	0
	Implication financière et technique des partenaires	
	Tâches assignées à chaque partenaire dans la réalisation du projet et/ou l'allocation des ressources	7
	Un seul partenaire assume l'opération ; les autres n'étant impliqués que dans le partage des enjeux et la définition des objectifs	0
	Implication des bénéficiaires finaux	
	Les bénéficiaires finaux sont initiateurs du projet et participent pleinement au pilotage	7
	Les bénéficiaires finaux sont consultés lors des étapes clés du projet, notamment les étapes de diagnostic et de définition des objectifs du projet	4
	Les bénéficiaires finaux ne sont pas consultés	0

Les projets sont classés par ordre décroissant de notes totales et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Tout projet obtenant une note inférieure ou égale à 70 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.

En cas d'égalité de note entre deux dossiers, le dossier présentant la note totale la plus élevée au critère «Qualité du projet» sera prioritaire.

